

Bélarus : vers un dégel diplomatique avec les Etats-Unis?

Description

En amont de la rencontre organisée en Alaska le 15 août 2025 entre les présidents américain et russe, Donald Trump a annoncé avoir échangé par téléphone avec le « très respecté président biélorusse », Aliaksandr Loukachenka. Lequel l'a invitée, ainsi que sa famille, à se rendre à Minsk. Alors que Washington tend depuis quelques mois la main à Minsk dans l'espoir d'obtenir la libération des 1 300 prisonniers politiques que compte le pays, cette ouverture contraste avec la méfiance, voire l'hostilité, des pays voisins, confrontés à des provocations permanentes du Bélarus sur leurs territoires.

Depuis l'élection présidentielle frauduleuse de 2020, les sanctions occidentales visant le Bélarus n'ont cessé de s'intensifier. Leur durcissement en 2021 a répondu à la répression politique persistante, au détournement d'un vol Ryanair survolant le pays afin d'arrêter l'opposant Roman Protassevitch, ainsi qu'à la crise migratoire organisée par Minsk contre l'Union européenne (UE), via la Pologne, la Lituanie et la Lettonie. L'invasion de l'Ukraine par la Russie, le 24 février 2022, a ensuite conduit Bruxelles à multiplier les paquets de sanctions contre Moscou (19 paquets s'accumulent à ce jour), auxquels se sont ajoutées des mesures sévères contre Minsk en raison de son soutien direct à la guerre. La stratégie occidentale a consisté à isoler Minsk en réduisant les relations diplomatiques et en accentuant la pression politique et économique sur les autorités. [Le 14 octobre 2025, lors d'une réunion consacrée aux relations entre Washington et Minsk](#), Aliaksandr Loukachenka a d'ailleurs reconnu l'ampleur des difficultés engendrées par ces mesures : « *Les sanctions nous nuisent et nous empêchent de résoudre de nombreux problèmes* », a-t-il concédé. Le diagnostic est partagé par Yauheni Preiherman, doctorant bélarusse et responsable de la *Minsk Dialogue Initiative*, qui souligne que le pays est également frappé par une importante vague d'émigration, provoquant une pénurie de main-d'œuvre. Dans ce contexte, le président du Bélarus insiste pour ne pas être « oublié » lors d'éventuelles négociations de paix entre l'Ukraine et la Russie, et souhaite que toute levée de sanctions visant Moscou s'applique également à Minsk.



Minsk et Washington testent la voie de la normalisation

Le début du second mandat de Donald Trump a marqué une inflexion de part et d'autre. Minsk a libéré dès fin janvier 2025 une citoyenne américaine, Anastassia Nuhfer, puis trois autres détenus en février, le journaliste Andrei Kuznechyk, la militante Alena Maushuk et un citoyen américain. Selon le [New York Times](#), Washington aurait alors proposé un « accord global » : un allègement des sanctions en échange de la libération de prisonniers politiques. Cette dynamique s'est confirmée fin avril, avec de nouvelles discussions confidentielles et la libération d'un autre citoyen américano-bélarusse, Youras Ziankovich.

La visite à Minsk de Keith Kellogg en juin 2025, la première d'un responsable américain depuis des années, a constitué un événement majeur puisqu'à la suite de son entretien avec A. Loukachenka, [quatorze prisonniers politiques ont été graciés](#), dont dix ressortissants étrangers et [Siarhei Tsikhanouski](#), époux de Sviatlana Tsikhanouskaïa et figure emblématique de l'opposition. Ces échanges à huis clos semblent avoir instauré un minimum de confiance entre Minsk et Washington : ainsi, le 11 septembre 2025, Washington a accepté de [lever les sanctions visant la compagnie aérienne nationale bélarusse, Belavia](#).

Enfin, le déplacement de John Cole à Minsk, le 13 décembre 2025, a abouti à la libération de 123 détenus, parmi lesquels figurent notamment Ales Bialiatski, colauréat du prix Nobel de la paix en 2022, ainsi que Maria Kalesnikava. Sur ce total,

114 personnes ont été acheminées vers l'Ukraine, où elles ont été accueillies par le Président ukrainien. Alors que les prisonniers libérés lors des premières opérations avaient été transférés en Lituanie, le fait que la majorité de ceux relâchés en décembre 2025 ait été reçue à Kyiv constitue un signal politique inédit. Jusqu'à présent, l'Ukraine adoptait une posture prudente vis-à-vis de Minsk, afin de ne pas inciter A. Loukachenka à s'engager plus activement aux côtés de la Russie. La séquence de décembre 2025 pourrait marquer une inflexion, Kyiv étant susceptible de rejoindre Vilnius et Varsovie comme nouveau centre de soutien politique à l'opposition bélarusse.

D'après Pavel Pervogo, proche de la présidence bélarusse, ces libérations s'inscriraient dans le cadre « d'accords » conclus avec Donald Trump, incluant une levée des sanctions américaines visant la potasse. Minsk y trouverait un avantage économique notable, ce secteur occupant une place stratégique dans l'économie nationale. En 2019, le groupe public Belaruskali assurait près d'un cinquième de la production mondiale de potasse, ce qui contribuait à environ 4 % du PIB et 7 % des exportations du pays. Dans cette perspective, un allègement des sanctions sur la potasse pourrait contribuer à stabiliser les finances publiques bélarusses. Certains y voient un moyen de réduire, au moins partiellement, la dépendance économique de Minsk à l'égard de Moscou.

Pour autant, la perspective d'un véritable accord global demeure encore incertaine.

Le rôle de Minsk dans le « dossier ukrainien »

Pour Washington, Minsk pourrait devenir un canal indirect de communication avec Moscou. Keith Kellogg a d'ailleurs indiqué fin septembre vouloir faire du Bélarus un relais dans la recherche d'une résolution du conflit, une opportunité que A. Loukachenka semble déterminé à saisir : « Je crois que le Bélarus, en tant qu'allié le plus proche de la Russie, a un rôle essentiel à jouer dans la résolution de la crise ukrainienne et dans la mise en place d'une architecture de sécurité régionale. Les Américains ont reconnu notre implication dans ce processus. Nous disposons de capacités et d'un potentiel concrets », a-t-il avancé mi-octobre.

Pour les autorités du Bélarus, il s'agit d'une opportunité inespérée pour renforcer la position internationale du pays et, partant, de son président en exercice mais aussi d'obtenir un allègement supplémentaire des sanctions, en particulier celles qui frappent le secteur pétrochimique, crucial pour les recettes budgétaires du pays.

Entre deux feux : la stratégie oscillante du Bélarus

La politique extérieure d'A. Loukachenka est fréquemment qualifiée de « multivectorielle » par les analystes russes, lorsque le président en exercice, en poste depuis 1994, tente de jouer sa propre partition sur la scène internationale.

Pour Nikolaï Silaev, chercheur au MGIMO, le prétendu dégel prononcé par Minsk n'est pas lié à une médiation sur le dossier ukrainien : tant qu'aucun accord détaillé n'aura été conclu entre Washington et Moscou, le rôle de Minsk restera limité. Selon le chercheur, même si D. Trump souhaite endosser un rôle de médiateur, il n'a pas besoin d'A. Loukachenka, qui restera cantonné à son statut de simple plateforme. N. Silaev estime par ailleurs que les Etats-Unis cherchent à considérer A. Loukachenka comme un acteur séparé de la Russie afin d'exercer une pression psychologique sur Moscou. Cette stratégie viserait à rappeler à la Russie les limites de sa zone d'influence, alors même qu'elle tente de renforcer sa présence à Cuba et en Amérique du Sud.

Cependant, ce rapprochement pourrait paradoxalement profiter à Moscou. Selon Nigel Gould-Davies, ancien ambassadeur britannique au Bélarus, un assouplissement ciblé des sanctions contre le Bélarus offrirait à la Russie un accès indirect à des pièces détachées aéronautiques et à des services de maintenance, dont elle manque cruellement. Conscient de ces équilibres sensibles, A. Loukachenka insiste sur la nécessité de veiller à ce que les initiatives du Bélarus ne nuisent pas aux relations avec la Russie ni avec la Chine.

Une opposition tiraillée entre pragmatisme et inquiétude

Ce réchauffement diplomatique américano-bélarusse divise certaines branches de l'opposition en exil. Le 22 octobre 2025, devant le Parlement européen, Sviatlana Tsikhanouskaïa a estimé que les Etats-Unis n'avaient pas changé de stratégie, mais seulement de tactique. Selon elle, le régime bélarusse serait aujourd'hui « à court d'argent, à court

d'options et en manque de légitimité » ; c'est pour cette raison que les autorités du Bélarus chercheraient à obtenir des concessions et un allégement des sanctions. D'autres soutiennent également la démarche américaine pour des raisons humanitaires, au risque de provoquer une scission au sein de cette opposition en exil qui, à la différence de l'opposition russe, s'était jusque-là efforcée de faire front uni, quitte à faire taire les différends qui la traversaient.

Parallèlement, Minsk tente de renouer le dialogue avec certaines capitales européenne. Le 17 octobre, [Yuri Ambrazovich](#), nouvel ambassadeur auprès du Vatican, a rencontré plusieurs responsables européens pour leur assurer que le Bélarus souhaitait rompre son isolement et pourrait contribuer à la paix en Ukraine.

De leur côté, certains pays européens, en particulier l'Allemagne et la France, s'interrogent sur l'opportunité d'adapter leur propre stratégie. D'autres, notamment les pays de l'Europe orientale, dénoncent toute concession à un régime autoritaire.

En définitive, bien que Minsk et Washington manifestent un intérêt pour une amélioration de leurs relations, les modalités concrètes d'une normalisation restent floues. A ce jour, il manque encore une stratégie claire, un cadre durable et une feuille de route permettant de transformer ces contacts diplomatiques en un rapprochement stable et significatif. Sans effort structuré, le « dégel » risque de rester superficiel, dépendant des circonstances politiques et des calculs tactiques liés à la guerre en Ukraine ou économiques liés aux appétits économiques de Washington.

Vignette : Rencontre entre A. Loukachenka et K. Kellogg, Minsk, 21 juin 2025 (copyright : [site de la présidence du Bélarus](#)).

Pour citer cet article : Lena C. (2026), « Bélarus : vers un dégel diplomatique avec les Etats-Unis ? », *Regard sur l'Est*, 5 janvier.

DOI

10.5281/zenodo.18163180



[Retour en haut de page](#)

date créée

05/01/2026

Champs de Méta

Auteur-article : Léna C.